

RUBIS Antilles Guyane

Société par actions simplifiée au capital de 798 750 euros
Siège social : Tour Landscape – 6 place des Degrés 92800 Puteaux
542 095 591 R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE DU 27 MAI 2025 AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Deuxième décision de l'Actionnaire unique

Deuxième décision

L'Actionnaire unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024 d'un montant de 8 920 490 euros comme suit :

- Bénéfice au 31 décembre 2024 :	8 920 490 euros
- Report à nouveau créditeur :	9 153 282 euros
Soit un bénéfice distribuable de :	18 073 772 euros
- A titre de dividende à l'Actionnaire unique :	9 100 425 euros

Ainsi, après cette opération, le compte de « Report à nouveau » présentera un solde créditeur de 8 973 347 euros.

En conséquence de ce qui précède, l'Actionnaire unique fixe à 170,90 euros par action le dividende à répartir au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Ce dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social au plus tard le 6 juin 2025.

Cette affectation aura pour effet de porter le montant des capitaux propres à 16 612 241 euros, dont 8 973 347 euros dans le compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement (en euros)		Revenus non éligibles à l'abattement (en euros)
	Dividendes (en euros)	Autres Revenus distribués (en euros)	
31/12/2023	11 981 000,00		
31/12/2022	9 585 000,00		
31/12/2021	9 052 500,00		

Extrait certifié conforme pour servir et valoir ce que de droit

**Fait à Puteaux,
Le 27 mai 2025**

**Le Président
Florian COUSINEAU**



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

Rubis Antilles Guyane SASU

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Rubis Antilles Guyane SASU
Tour Landscape - 6 Place des Degrés - 92800 Puteaux

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

Rubis Antilles Guyane SASU

Tour Landscape - 6 Place des Degrés - 92800 Puteaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'associé unique de la société Rubis Antilles Guyane SASU,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Rubis Antilles Guyane SASU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la reconnaissance du revenu et l'évaluation des provisions pour risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Lamentin, le 2 mai 2025

KPMG SA

Karine Jean-Baptiste Moutoussamy

Associée

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	992 971	666 041	326 930	66 192
Fonds commercial	4 343 520	2 293 622	2 049 898	2 049 898
Autres immobilisations incorporelles	775 354		775 354	762 924
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	4 960 053	979 591	3 980 462	4 018 105
Constructions	49 832 018	38 005 125	11 826 893	11 504 270
Installations techniques, matériel, outillage	69 661 644	52 013 042	17 648 602	16 886 150
Autres immobilisations corporelles	10 317 178	7 969 466	2 347 712	2 223 610
Immobilisations en cours	5 588 912		5 588 912	4 686 290
Avances et acomptes				47 500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	17 179 458	1 614 975	15 564 484	16 991 975
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	117 292		117 292	105 214
ACTIF IMMOBILISE	163 768 400	103 541 861	60 226 539	59 342 128
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	772 590		772 590	630 809
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	199 574	97 498	102 076	122 751
Marchandises	2 215 860		2 215 860	1 878 818
Avances et acomptes versés sur commandes	974 149		974 149	4 090 895
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	19 947 417	2 507 258	17 440 159	19 915 201
Autres créances	7 430 761	117 070	7 313 691	6 246 175
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	7 549 203		7 549 203	2 842 244
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 946 309		3 946 309	1 245 720
ACTIF CIRCULANT	43 035 863	2 721 826	40 314 037	36 972 613
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	40 288		40 288	42 107
TOTAL GENERAL	206 844 551	106 263 686	100 580 865	96 356 848

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 798 750)	798 750	798 750
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	219 054	219 054
Réserve légale	81 179	81 179
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	13 041	13 041
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		7 468 143
Report à nouveau	9 153 282	1 363 278
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 920 490	12 303 110
Subventions d'investissement	49 242	50 233
Provisions réglementées	6 477 797	7 769 478
CAPITAUX PROPRES	25 712 835	30 066 267
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 678 909	4 063 317
Provisions pour charges	915 131	901 208
PROVISIONS	4 594 040	4 964 525
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 031 468	2 027 457
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	9 618 431	9 647 198
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	19 103	38 341
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 704 080	29 048 624
Dettes fiscales et sociales	2 917 156	9 930 728
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 312	18 615
Autres dettes	9 958 444	10 584 916
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	70 259 994	61 295 879
Ecarts de conversion passif	13 996	30 176
TOTAL GENERAL	100 580 865	96 356 848

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	351 854 557	19 389 848	371 244 405	410 752 737
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 806 335		9 806 335	9 851 476
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	361 660 892	19 389 848	381 050 740	420 604 213
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 183 512	2 579 554
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			13 798 033	11 785 852
Autres produits			764 654	1 546 468
PRODUITS D'EXPLOITATION			398 796 939	436 516 087
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			329 414 304	362 371 571
Variation de stock (marchandises)			11 126 595	10 519 107
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			116 958	-58 405
Autres achats et charges externes			24 829 033	25 328 603
Impôts, taxes et versements assimilés			1 071 398	1 006 479
Salaires et traitements			4 955 458	4 492 194
Charges sociales			2 281 195	2 224 355
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 855 667	4 536 743
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 247 223	2 194 507
Dotations aux provisions			12 116 403	12 173 391
Autres charges			1 320 477	1 789 895
CHARGES D'EXPLOITATION			393 334 712	426 578 439
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 462 227	9 937 648
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			5 375 000	4 865 541
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			139 835	105 626
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			42 107	61 435
Différences positives de change			208 178	406 284
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 765 120	5 438 886
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 467 779	196 915
Intérêts et charges assimilées			491 429	289 673
Différences négatives de change			117 924	229 908
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 077 132	716 495
RESULTAT FINANCIER			3 687 988	4 722 391
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			9 150 215	14 660 039

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	316 612	159 599
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 080 095	523 193
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 396 707	682 792
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 398	81
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	338 681	128 071
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	788 414	212 900
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 128 493	341 052
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 268 214	341 741
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 497 940	2 698 669
TOTAL DES PRODUITS	406 958 766	442 637 766
TOTAL DES CHARGES	398 038 276	430 334 655
BENEFICE OU PERTE	8 920 490	12 303 110

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

REGLES GENERALES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 05 Juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes.

METHODES COMPTABLES

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En outre, il a été fait application des dispositions particulières du plan comptable général approuvé par le Conseil National de la Comptabilité.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent les amortissements dérogatoires et la provision pour hausse des prix.

Les amortissements dérogatoires représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon les modalités ci-avant. Leur contrepartie est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées amortissements dérogatoires".

La provision pour hausse des prix a été instituée pour permettre aux entreprises de déduire temporairement de leurs bases d'impôts sur les sociétés une fraction des bénéfices qu'elles investissent dans la reconstitution des stocks en cas de hausse de prix importante. Elle est constituée lorsqu'il est constaté, sur une période de deux ans, une hausse des prix supérieure à 10 % de la valeur unitaire d'inventaire des stocks à la clôture.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constatées lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes aux états financiers sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations

- ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie prévue :

Constructions : entre 5 et 20 ans
Agencements et aménagements divers : entre 5 et 20 ans
Matériels et outillages industriels : entre 3 et 30 ans
Mobilier et matériel informatique : entre 3 et 20 ans
Matériel de transport d'exploitation entre 5 et 8 ans

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé le cas échéant pour constater l'écart entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscalement admis.

Le complément d'amortissement dérogatoire, le cas échéant, est calculé selon les critères d'amortissements suivants :

Matériels et outillages industriels stations services : Dégressif : entre 7 et 10 ans
Matériel informatiques : Dégressif : 5 ans

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial se décompose à fin décembre 2023 de la façon suivante :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Droit au bail	4 343 520,08	2 293 621,85	2 049 898,23

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie :

Les fonds commerciaux ont été amortis jusqu'en 2011 ; ils ne le sont plus depuis cette date.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré

Le détail des titres de participations est le suivant :

SIGL	1 683 445
STOCABU	381 123
GIE Aviation	2 905 769
SAPR	6 741 920
Rubis Saint barthelemy	5 417 201
SEIAP	50 000
TOTAL	17 179 458

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Au 31/12/2024 une provision a été constatée à hauteur de 171 385 € relative à la perte de la Société SIGL au 31/12/2024. Les titres du GIE GEIAP ont été totalement dépréciés (1 256 106€) pour tenir compte de la cession de l'activité à la SEIAP.

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée ainsi que des frais de stockage, selon la méthode du coût pondéré.

Les stocks sont répartis de la manière suivante :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Marchandises	2 676 886	43 434	2 633 452
Fournitures consommables	311 564	0	311 564
Immobilisations	199 574	54 064	145 510

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont

susceptibles de donner lieu.

DETTES

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe de la Société consolidante.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Il est constitué des ventes de marchandises, nettes des remises et ristournes accordées, gaz de produits liquéfiés, les loyers ainsi que des prestations de services.

RISQUES LIES A L'ACTIVITE

La Société RUBIS ANTILLES GUYANE exploite via sa filiale SIGL un site d'emplissage de GPL situé dans la zone d'activité de Jarry (Baie-Mahault - Guadeloupe) qui relève de la réglementation SEVESO II.

Afin de préserver ses intérêts d'une part, et de réduire les risques visés plus haut d'autre part, la société a engagé un programme d'identification, de prévention et de réduction des risques industriels.

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2021 et 2022. Le montant du redressement payé (565k€) est comptabilisé dans les comptes 2024.

CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE

La 5ème période des CEE a démarré le 1er janvier 2022 et se terminera le 31 décembre 2025. Pour cette période, le montant de l'obligation augmente de 17 % par rapport à la 4ème période.

Deux modes de comptabilisation sont prévus par les articles 616-2 s. du PCG pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier

2015 :

- les CEE détenus pour se conformer aux exigences de la réglementation sont comptabilisés selon le modèle économique « Économies d'énergie » ;

- les CEE détenus à des fins de négoce sont comptabilisés selon le modèle économique « Négoce ».

La société est un obligé et applique donc le modèle « économie d'énergie » pour la comptabilisation des CEE :

Un stock de CEE est comptabilisé lors de l'acquisition de certificats auprès de vendeurs spécialisés.

Le stock est valorisé au coût moyen pondéré.

En fin de période triennale, la société doit justifier de l'accomplissement de ses obligations par la détention d'un volume CEE équivalent à ses obligations. (date limite au 30/06/2026 pour la période qui prendra fin le 31/12/2025).

A ce titre elle comptabilise en date de clôture soit un actif (en cas de stocks de CEE suffisant pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées), soit un passif (en cas d'insuffisance de CEE pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées) conformément à l'art. 616-18

A la clôture de l'exercice 2024 RUBIS ANTILLES GUYANE a constaté une provision de 3 638 621€ correspondant aux CEE manquants pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées sur les années 2022 2023 et 2024 (31, 3 M€).

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

INTEGRATION FISCALE

La SOCIETE RUBIS ANTILLES GUYANE est intégrée fiscalement dans la société RUBIS SCA depuis le 1er janvier 2006.

La participation au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe est égale au montant de l'impôt qui aurait grevé le résultat si la société était imposée distinctement.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 685 035		817 190
Terrains	4 959 920		133
Dont composants			
Constructions sur sol propre	24 226 320		318 219
Constructions sur sol d'autrui	5 933 768		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	17 709 921		1 654 947
Install. techniques, matériel et outillage ind.	66 644 659		3 245 176
Installations générales, agenc., aménag.	7 045 721		199 500
Matériel de transport	235 850		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 362 706		494 266
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	4 686 290		6 838 862
Avances et acomptes	47 500		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	133 852 655		12 751 102
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	17 179 458		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	105 214		13 285
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	17 284 672		13 285
TOTAL GENERAL	156 822 362		13 581 576

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	390 380		6 111 845	
Terrains			4 960 053	
Constructions sur sol propre		6 039	24 538 500	
Constructions sur sol d'autrui			5 933 768	
Constructions, installations générales, agenc.		5 119	19 359 749	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		228 191	69 661 644	
Installations générales, agencements divers			7 245 220	
Matériel de transport		19 783	216 067	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 080	2 855 892	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	5 936 240		5 588 912	
Avances et acomptes		47 500		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 936 240	307 712	140 359 804	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			17 179 458	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 206	117 292	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 206	17 296 751	
TOTAL GENERAL	6 326 620	308 918	163 768 400	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	1 529 064			1 529 064
Autres immobilisations incorporelles	512 399	153 642		666 041
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 041 463	153 642		2 195 104
Terrains	941 816	37 775		979 591
Constructions sur sol propre	19 803 518	545 419	6 039	20 342 899
Constructions sur sol d'autrui	5 415 408	39 818		5 455 226
Constructions installations générales,agenc.,aménagement.	11 146 813	1 064 924	4 737	12 207 000
Installations techniques, matériel et outillage industriels	49 758 509	2 445 033	190 500	52 013 042
Installations générales, agenc. et aménag. divers	5 203 053	349 312		5 552 365
Matériel de transport	224 497	6 888	19 783	211 602
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 993 115	212 856	473	2 205 499
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	94 486 730	4 702 025	221 531	98 967 224
TOTAL GENERAL	96 528 192	4 855 667	221 531	101 162 328

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.		492 413			395 613		96 800
CORPOREL.		492 413			395 613		96 800
Acquis. titre							
TOTAL		492 413			395 613		96 800
Charges réparties sur plusieurs exercices				Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix	1 685 564	296 001	1 684 482	297 083
Amortissements dérogatoires	6 083 914	492 413	395 613	6 180 714
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	7 769 478	788 414	2 080 095	6 477 797
Provisions pour litiges	727 855		727 855	
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	42 107	40 288	42 107	40 288
Provisions pour pensions, obligations similaires	634 667	9 667	292	644 042
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 559 896	12 106 736	11 756 922	3 909 710
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	4 964 525	12 156 691	12 527 176	4 594 040
Dépréciations immobilisations incorporelles	764 558			764 558
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	187 484	1 427 491		1 614 975
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	80 309	17 189		97 498
Dépréciations comptes clients	2 460 140	1 230 034	1 182 916	2 507 258
Autres dépréciations	117 070			117 070
DEPRECIATIONS	3 609 561	2 674 713	1 182 916	5 101 358
TOTAL GENERAL	16 343 564	15 619 818	15 790 187	16 173 196
Dotations et reprises d'exploitation		13 363 626	13 667 985	
Dotations et reprises financières		1 467 779	42 107	
Dotations et reprises exceptionnelles		788 414	2 080 095	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	117 292	117 292	
Clients douteux ou litigieux	2 297 690	2 297 690	
Autres créances clients	17 649 726	17 649 726	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 574	5 574	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	194 311	194 311	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	128 084	128 084	
Groupe et associés	5 725 163	5 725 163	
Débiteurs divers	1 377 629	1 377 629	
Charges constatées d'avance	3 946 309	3 946 309	
TOTAL GENERAL	31 441 779	31 441 779	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	8 000	8 000		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	10 023 468	1 581 926	7 372 790	1 068 752
Emprunts et dettes financières divers	9 618 431	532 647	2 319 558	6 766 226
Fournisseurs et comptes rattachés	37 704 080	37 704 080		
Personnel et comptes rattachés	1 162 395	1 162 395		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	748 469	748 469		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	71 427	71 427		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	934 865	934 865		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 312	11 312		
Groupe et associés	9 783 162	9 783 162		
Autres dettes	175 282	175 282		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	70 240 891	52 713 565	9 692 348	7 834 978
Emprunts souscrits en cours d'exercice	10 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	693 667			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
1688400	Intérêts courus sur emprunts auprès	15 642,48		15 642,48
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		15 642,48		15 642,48
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4081100	Factures non parvenues - Frais dive	70 127,00	110 784,00	-40 657,00
4081200	Factures non parvenues - Frais dive	1 773 063,61	1 613 166,31	159 897,30
4082000	Factures Non parvenues - Frais d'ap	38 866,63	411 779,84	-372 913,21
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 882 057,24	2 135 730,15	-253 672,91
AUTRES DETTES				
4686000	Charges à payer	145 904,85	251 646,00	-105 741,15
46860100	Autres charges à payer		405,00	-405,00
TOTAL AUTRES DETTES		145 904,85	252 051,00	-106 146,15
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4280000	Personnel - Charges à payer et prod	3 500,00		3 500,00
4282000	Personnel - Dettes prov. pour congé	404 219,67	400 715,32	3 504,35
4286000	Personnel - Autres charges à payer	752 527,28	885 390,70	-132 863,42
4382000	Organismes sociaux - Charges social	210 474,17	208 183,21	2 290,96
4386000	Organismes sociaux - Autres charges	164 153,00	161 360,96	2 792,04
4486000	Etat - Charges à payer	896 102,00	853 402,40	42 699,60
4486400	charges à caractère fiscal s/salair	3 837,40	-2 739,78	6 577,18
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 434 813,52	2 506 312,81	-71 499,29
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
5186000	Intérêts courus à payer	8 000,00	11 500,00	-3 500,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		8 000,00	11 500,00	-3 500,00
TOTAL CHARGES A PAYER		4 486 418,09	4 905 593,96	-419 175,87

Charges et produits constatés
d'avance

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	Charges constatées d'avance	754 922,14	1 235 014,29	-480 092,15
4861000	CCA RUBIS ENERGIE	23 892,58	10 706,07	13 186,51
4862000	CCA CEE	3 167 494,00		3 167 494,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 946 308,72	1 245 720,36	2 700 588,36

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	Clients - Factures à établir	1 628 242,37	965 111,41	663 130,96
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 628 242,37	965 111,41	663 130,96
AUTRES CREANCES				
4098000	Rabais, remises, ristournes à obten	186 558,88	183 327,91	3 230,97
4387000	Organismes sociaux - Produits à rec	116 037,00		116 037,00
4487000	Etat- Produits à recevoir	117 070,11	109 440,11	7 630,00
TOTAL AUTRES CREANCES		419 665,99	292 768,02	126 897,97
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 047 908,36	1 257 879,43	790 028,93

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	53 250			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Page 46/55

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits des éléments d'actifs cédés	315 621	
quote part de subvention d'investissement reprise au résultat	991	
reprise amortissements dérogatoires	395 613	
reprise sur provision hausse des prix	1 684 482	
TOTAL	2 396 707	

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	%
Carburants	351 830 437		351 830 437	388 318 744	-9,40 %
GPL	19 389 848		19 389 848	22 433 993	-13,57 %
Prestations et activités diverses	9 830 455		9 830 455	9 851 476	-0,21 %
TOTAL	381 050 740		381 050 740	420 604 213	-9,40 %

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		30 066 267
Distributions sur résultats antérieurs		11 981 250
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		18 085 017

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	991	
Variations des provisions réglementées	1 291 681	
Autres variations		
Résultat de l'exercice		8 920 490
SOLDE		7 627 818

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		25 712 835

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantages en nature salariés	128 498	
Divers	1 550	
TOTAL	130 048	

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 150 215	1 318 187	7 832 028
Résultat exceptionnel à court terme	1 268 214	179 753	1 088 461
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	10 418 429	1 497 940	8 920 489

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		2 080 786
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	2 660 090	73 357
Autres créances	5 621 783	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 748 854	257 677
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		790 000
Autres produits financiers	98 378	
Charges financières		

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ingenieurs et Cadres	31	
Employés et techniciens	22	
TOTAL	53	

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SIGL	15 000	100	1 683 445	103 379	3 481 803
	1 324 577		1 324 577		-171 385
SAPR	533 571	100	6 741 920		92 032 608
	10 522 105	4 585 000	6 741 920		5 352 418
RUBIS SAINT BARTHELEMY	5 417 201	100	5 417 201		16 314 219
	7 349 306		5 417 201		1 259 794
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
STOCABU	760 000	50	381 123		1 485 266
	1 165 256	215 000	381 123		351 209
GEIAF		25	421 931		
			421 931		
GPAF		25	189 616		
			189 616		
GEIAP		25	1 256 106		
SEIAP	150 000	33	50 000		5 446 909
	1 937 214	575 000	50 000		1 733 392
GPAP		25	231 753		
GPAR		25	806 067		
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
RUBIS SCA 46 rue Boissières 75016 PARIS	SCA		

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	992 971	666 041	326 930	66 192
Fonds commercial	4 343 520	2 293 622	2 049 898	2 049 898
Autres immobilisations incorporelles	775 354		775 354	762 924
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	4 960 053	979 591	3 980 462	4 018 105
Constructions	49 832 018	38 005 125	11 826 893	11 504 270
Installations techniques, matériel, outillage	69 661 644	52 013 042	17 648 602	16 886 150
Autres immobilisations corporelles	10 317 178	7 969 466	2 347 712	2 223 610
Immobilisations en cours	5 588 912		5 588 912	4 686 290
Avances et acomptes				47 500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	17 179 458	1 614 975	15 564 484	16 991 975
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	117 292		117 292	105 214
ACTIF IMMOBILISE	163 768 400	103 541 861	60 226 539	59 342 128
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	772 590		772 590	630 809
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	199 574	97 498	102 076	122 751
Marchandises	2 215 860		2 215 860	1 878 818
Avances et acomptes versés sur commandes	974 149		974 149	4 090 895
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	19 947 417	2 507 258	17 440 159	19 915 201
Autres créances	7 430 761	117 070	7 313 691	6 246 175
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	7 549 203		7 549 203	2 842 244
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 946 309		3 946 309	1 245 720
ACTIF CIRCULANT	43 035 863	2 721 826	40 314 037	36 972 613
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	40 288		40 288	42 107
TOTAL GENERAL	206 844 551	106 263 686	100 580 865	96 356 848

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL
LE 24/05/2025

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 798 750)	798 750	798 750
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	219 054	219 054
Réserve légale	81 179	81 179
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	13 041	13 041
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		7 468 143
Report à nouveau	9 153 282	1 363 278
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 920 490	12 303 110
Subventions d'investissement	49 242	50 233
Provisions réglementées	6 477 797	7 769 478
CAPITAUX PROPRES	25 712 835	30 066 267
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 678 909	4 063 317
Provisions pour charges	915 131	901 208
PROVISIONS	4 594 040	4 964 525
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 031 468	2 027 457
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	9 618 431	9 647 198
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	19 103	38 341
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 704 080	29 048 624
Dettes fiscales et sociales	2 917 156	9 930 728
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 312	18 615
Autres dettes	9 958 444	10 584 916
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	70 259 994	61 295 879
Ecart de conversion passif	13 996	30 176
TOTAL GENERAL	100 580 865	96 356 848



Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	351 854 557	19 389 848	371 244 405	410 752 737
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 806 335		9 806 335	9 851 476
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	361 660 892	19 389 848	381 050 740	420 604 213
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 183 512	2 579 554
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			13 798 033	11 785 852
Autres produits			764 654	1 546 468
PRODUITS D'EXPLOITATION			398 796 939	436 516 087
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			329 414 304	362 371 571
Variation de stock (marchandises)			11 126 595	10 519 107
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			116 958	-58 405
Autres achats et charges externes			24 829 033	25 328 603
Impôts, taxes et versements assimilés			1 071 398	1 006 479
Salaires et traitements			4 955 458	4 492 194
Charges sociales			2 281 195	2 224 355
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 855 667	4 536 743
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 247 223	2 194 507
Dotations aux provisions			12 116 403	12 173 391
Autres charges			1 320 477	1 789 895
CHARGES D'EXPLOITATION			393 334 712	426 578 439
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 462 227	9 937 648
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			5 375 000	4 865 541
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			139 835	105 626
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			42 107	61 435
Différences positives de change			208 178	406 284
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 765 120	5 438 886
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 467 779	196 915
Intérêts et charges assimilées			491 429	289 673
Différences négatives de change			117 924	229 908
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 077 132	716 495
RESULTAT FINANCIER			3 687 988	4 722 391
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			9 150 215	14 660 039

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	316 612	159 599
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 080 095	523 193
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 396 707	682 792
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 398	81
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	338 681	128 071
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	788 414	212 900
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 128 493	341 052
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 268 214	341 741
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 497 940	2 698 669
TOTAL DES PRODUITS	406 958 766	442 637 766
TOTAL DES CHARGES	398 038 276	430 334 655
BENEFICE OU PERTE	8 920 490	12 303 110

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

REGLES GENERALES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 05 Juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes.

METHODES COMPTABLES

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En outre, il a été fait application des dispositions particulières du plan comptable général approuvé par le Conseil National de la Comptabilité.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent les amortissements dérogatoires et la provision pour hausse des prix.

Les amortissements dérogatoires représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon les modalités ci-avant. Leur contrepartie est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées amortissements dérogatoires".

La provision pour hausse des prix a été instituée pour permettre aux entreprises de déduire temporairement de leurs bases d'impôts sur les sociétés une fraction des bénéfices qu'elles investissent dans la reconstitution des stocks en cas de hausse de prix importante. Elle est constituée lorsqu'il est constaté, sur une période de deux ans, une hausse des prix supérieure à 10 % de la valeur unitaire d'inventaire des stocks à la clôture.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constatées lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes aux états financiers sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations

- ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie prévue :

Constructions : entre 5 et 20 ans
Agencements et aménagements divers : entre 5 et 20 ans
Matériels et outillages industriels : entre 3 et 30 ans
Mobilier et matériel informatique : entre 3 et 20 ans
Matériel de transport d'exploitation entre 5 et 8 ans

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé le cas échéant pour constater l'écart entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscalement admis.

Le complément d'amortissement dérogatoire, le cas échéant, est calculé selon les critères d'amortissements suivants :

Matériels et outillages industriels stations services : Dégressif : entre 7 et 10 ans
Matériel informatiques : Dégressif : 5 ans

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial se décompose à fin décembre 2023 de la façon suivante :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Droit au bail	4 343 520,08	2 293 621,85	2 049 898,23

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie :

Les fonds commerciaux ont été amortis jusqu'en 2011 ; ils ne le sont plus depuis cette date.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré

Le détail des titres de participations est le suivant :

SIGL	1 683 445
STOCABU	381 123
GIE Aviation	2 905 769
SAPR	6 741 920
Rubis Saint barthelemy	5 417 201
SEIAP	50 000
TOTAL	17 179 458

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Au 31/12/2024 une provision a été constatée à hauteur de 171 385 € relative à la perte de la Société SIGL au 31/12/2024. Les titres du GIE GEIAP ont été totalement dépréciés (1 256 106€) pour tenir compte de la cession de l'activité à la SEIAP.

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée ainsi que des frais de stockage, selon la méthode du coût pondéré.

Les stocks sont répartis de la manière suivante :

	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur Nette
Marchandises	2 676 886	43 434	2 633 452
Fournitures consommables	311 564	0	311 564
Immobilisations	199 574	54 064	145 510

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont

susceptibles de donner lieu.

DETTES

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe de la Société consolidante.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Il est constitué des ventes de marchandises, nettes des remises et ristournes accordées, gaz de produits liquéfiés, les loyers ainsi que des prestations de services.

RISQUES LIES A L'ACTIVITE

La Société RUBIS ANTILLES GUYANE exploite via sa filiale SIGL un site d'emplissage de GPL situé dans la zone d'activité de Jarry (Baie-Mahault - Guadeloupe) qui relève de la réglementation SEVESO II.

Afin de préserver ses intérêts d'une part, et de réduire les risques visés plus haut d'autre part, la société a engagé un programme d'identification, de prévention et de réduction des risques industriels.

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2021 et 2022. Le montant du redressement payé (565k€) est comptabilisé dans les comptes 2024.

CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE

La 5ème période des CEE a démarré le 1er janvier 2022 et se terminera le 31 décembre 2025. Pour cette période, le montant de l'obligation augmente de 17 % par rapport à la 4ème période.

Deux modes de comptabilisation sont prévus par les articles 616-2 s. du PCG pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier

2015 :

- les CEE détenus pour se conformer aux exigences de la réglementation sont comptabilisés selon le modèle économique « Économies d'énergie » ;

- les CEE détenus à des fins de négoce sont comptabilisés selon le modèle économique « Négoce ».

La société est un obligé et applique donc le modèle « économie d'énergie » pour la comptabilisation des CEE :

Un stock de CEE est comptabilisé lors de l'acquisition de certificats auprès de vendeurs spécialisés.

Le stock est valorisé au coût moyen pondéré.

En fin de période triennale, la société doit justifier de l'accomplissement de ses obligations par la détention d'un volume CEE équivalent à ses obligations. (date limite au 30/06/2026 pour la période qui prendra fin le 31/12/2025).

A ce titre elle comptabilise en date de clôture soit un actif (en cas de stocks de CEE suffisant pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées), soit un passif (en cas d'insuffisance de CEE pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées) conformément à l'art. 616-18

A la clôture de l'exercice 2024 RUBIS ANTILLES GUYANE a constaté une provision de 3 638 621€ correspondant aux CEE manquants pour répondre aux obligations liées aux ventes réalisées sur les années 2022 2023 et 2024 (31, 3 M€).

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

INTEGRATION FISCALE

La SOCIETE RUBIS ANTILLES GUYANE est intégrée fiscalement dans la société RUBIS SCA depuis le 1er janvier 2006.

La participation au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe est égale au montant de l'impôt qui aurait grevé le résultat si la société était imposée distinctement.

Rubriques	Début d'exercice	Reévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 685 035		817 190
Terrains	4 959 920		133
Dont composants			
Constructions sur sol propre	24 226 320		318 219
Constructions sur sol d'autrui	5 933 768		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	17 709 921		1 654 947
Install. techniques, matériel et outillage ind.	66 644 659		3 245 176
Installations générales, agenc., aménag.	7 045 721		199 500
Matériel de transport	235 850		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 362 706		494 266
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	4 686 290		6 838 862
Avances et acomptes	47 500		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	133 852 655		12 751 102
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	17 179 458		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	105 214		13 285
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	17 284 672		13 285
TOTAL GENERAL	156 822 362		13 581 576

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	390 380		6 111 845	
Terrains			4 960 053	
Constructions sur sol propre		6 039	24 538 500	
Constructions sur sol d'autrui			5 933 768	
Constructions, installations générales, agenc.		5 119	19 359 749	
Installations techn., matériel et outillages ind.		228 191	69 661 644	
Installations générales, agencements divers			7 245 220	
Matériel de transport		19 783	216 067	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 080	2 855 892	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	5 936 240		5 588 912	
Avances et acomptes		47 500		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 936 240	307 712	140 359 804	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			17 179 458	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 206	117 292	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 206	17 296 751	
TOTAL GENERAL	6 326 620	308 918	163 768 400	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	1 529 064			1 529 064
Autres immobilisations incorporelles	512 399	153 642		666 041
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 041 463	153 642		2 195 104
Terrains	941 816	37 775		979 591
Constructions sur sol propre	19 803 518	545 419	6 039	20 342 899
Constructions sur sol d'autrui	5 415 408	39 818		5 455 226
Constructions installations générales, agenc., aménag.	11 146 813	1 064 924	4 737	12 207 000
Installations techniques, matériel et outillage industriels	49 758 509	2 445 033	190 500	52 013 042
Installations générales, agenc. et aménag. divers	5 203 053	349 312		5 552 365
Matériel de transport	224 497	6 888	19 783	211 602
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 993 115	212 856	473	2 205 499
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	94 486 730	4 702 025	221 531	98 967 224
TOTAL GENERAL	96 528 192	4 855 667	221 531	101 162 328

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations		492 413			395 613		96 800
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.		492 413			395 613		96 800
Acquis. titre							
TOTAL		492 413			395 613		96 800

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix	1 685 564	296 001	1 684 482	297 083
Amortissements dérogatoires	6 083 914	492 413	395 613	6 180 714
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	7 769 478	788 414	2 080 095	6 477 797
Provisions pour litiges	727 855		727 855	
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	42 107	40 288	42 107	40 288
Provisions pour pensions, obligations similaires	634 667	9 667	292	644 042
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 559 896	12 106 736	11 756 922	3 909 710
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	4 964 525	12 156 691	12 527 176	4 594 040
Dépréciations immobilisations incorporelles	764 558			764 558
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	187 484	1 427 491		1 614 975
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	80 309	17 189		97 498
Dépréciations comptes clients	2 460 140	1 230 034	1 182 916	2 507 258
Autres dépréciations	117 070			117 070
DEPRECIATIONS	3 609 561	2 674 713	1 182 916	5 101 358
TOTAL GENERAL	16 343 564	15 619 818	15 790 187	16 173 196
Dotations et reprises d'exploitation		13 363 626	13 667 985	
Dotations et reprises financières		1 467 779	42 107	
Dotations et reprises exceptionnelles		788 414	2 080 095	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	117 292	117 292	
Clients douteux ou litigieux	2 297 690	2 297 690	
Autres créances clients	17 649 726	17 649 726	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 574	5 574	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	194 311	194 311	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	128 084	128 084	
Groupe et associés	5 725 163	5 725 163	
Débiteurs divers	1 377 629	1 377 629	
Charges constatées d'avance	3 946 309	3 946 309	
TOTAL GENERAL	31 441 779	31 441 779	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	8 000	8 000		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	10 023 468	1 581 926	7 372 790	1 068 752
Emprunts et dettes financières divers	9 618 431	532 647	2 319 558	6 766 226
Fournisseurs et comptes rattachés	37 704 080	37 704 080		
Personnel et comptes rattachés	1 162 395	1 162 395		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	748 469	748 469		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	71 427	71 427		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	934 865	934 865		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 312	11 312		
Groupe et associés	9 783 162	9 783 162		
Autres dettes	175 282	175 282		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	70 240 891	52 713 565	9 692 348	7 834 978

Emprunts souscrits en cours d'exercice 10 000 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice 693 667
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
1688400	Intérêts courus sur emprunts auprès	15 642,48		15 642,48
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		15 642,48		15 642,48
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4081100	Factures non parvenues - Frais dive	70 127,00	110 784,00	-40 657,00
4081200	Factures non parvenues - Frais dive	1 773 063,61	1 813 166,31	159 897,30
4082000	Factures Non parvenues - Frais d'ap	38 866,63	411 779,84	-372 913,21
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 882 057,24	2 135 730,15	-253 672,91
AUTRES DETTES				
4686000	Charges à payer	145 904,85	251 646,00	-105 741,15
46860100	Autres charges à payer		405,00	-405,00
TOTAL AUTRES DETTES		145 904,85	252 051,00	-106 146,15
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4280000	Personnel - Charges à payer et prod	3 500,00		3 500,00
4282000	Personnel - Dettes prov. pour congé	404 219,67	400 715,32	3 504,35
4286000	Personnel - Autres charges à payer	752 527,28	885 390,70	-132 863,42
4382000	Organismes sociaux - Charges social	210 474,17	208 183,21	2 290,96
4386000	Organismes sociaux - Autres charges	164 153,00	161 360,96	2 792,04
4486000	Etat - Charges à payer	896 102,00	853 402,40	42 699,60
4486400	charges à caractère fiscal s/salaire	3 837,40	-2 739,78	6 577,18
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 434 813,52	2 506 312,81	-71 499,29
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
5186000	Intérêts courus à payer	8 000,00	11 500,00	-3 500,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		8 000,00	11 500,00	-3 500,00
TOTAL CHARGES A PAYER		4 486 418,09	4 905 593,96	-419 175,87

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2024

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	Charges constatées d'avance	754 922,14	1 235 014,29	-480 092,15
4861000	CCA RUBIS ENERGIE	23 892,58	10 706,07	13 186,51
4862000	CCA CEE	3 167 494,00		3 167 494,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		3 946 308,72	1 245 720,36	2 700 588,36

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	Clients - Factures à établir	1 628 242,37	965 111,41	663 130,96
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 628 242,37	965 111,41	663 130,96
AUTRES CREANCES				
4098000	Rabais, remises, ristournes à obtenir	186 558,88	183 327,91	3 230,97
4387000	Organismes sociaux - Produits à rec	116 037,00		116 037,00
4487000	Etat- Produits à recevoir	117 070,11	109 440,11	7 630,00
TOTAL AUTRES CREANCES		419 665,99	292 768,02	126 897,97
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 047 908,36	1 257 879,43	790 028,93

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	53 250			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Page 46/55

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Pénalités, amendes	726	
autres charges	673	
Valeur nette des éléments d'actifs cédés	338 681	
Amortissements dérogatoires	492 413	
Provision pour hausse des prix	296 001	
TOTAL	1 128 493	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits des éléments d'actifs cédés	315 621	
quote part de subvention d'investissement reprise au résultat	991	
reprise amortissements dérogatoires	395 613	
reprise sur provision hausse des prix	1 684 482	
TOTAL	2 396 707	

Page 48/55

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		30 066 267
Distributions sur résultats antérieurs		11 981 250
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		18 085 017
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	991	
Variations des provisions réglementées	1 291 681	
Autres variations		
Résultat de l'exercice		8 920 490
SOLDE		7 627 818
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		25 712 835

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantages en nature salariés	128 498	
Divers	1 550	
TOTAL	130 048	

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 150 215	1 318 187	7 832 028
Résultat exceptionnel à court terme	1 268 214	179 753	1 088 461
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	10 418 429	1 497 940	8 920 489

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		2 080 786
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	2 660 090	73 357
Autres créances	5 621 783	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 748 854	257 677
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		790 000
Autres produits financiers	98 378	
Charges financières		

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et Cadres	31	
Employés et techniciens	22	
TOTAL	53	

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SIGL	15 000	100	1 683 445	103 379	3 481 803
	1 324 577		1 324 577		-171 385
SAPR	533 571	100	6 741 920		92 032 608
	10 522 105	4 585 000	6 741 920		5 352 418
RUBIS SAINT BARTHELEMY	5 417 201	100	5 417 201		16 314 219
	7 349 306		5 417 201		1 259 794
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
STOCABU	760 000	50	381 123		1 485 266
	1 165 256	215 000	381 123		351 209
GEIAF		25	421 931		
			421 931		
GPAF		25	189 616		
			189 616		
GEIAP		25	1 256 106		
SEIAP	150 000	33	50 000		5 446 909
	1 937 214	575 000	50 000		1 733 392
GPAP		25	231 753		
GPAP		25	806 067		
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

RUBIS SCA 46 rue Boissières 75016 PARIS	SCA		
---	-----	--	--

